

Papillomavirus : les colléges catholiques bottent en touche

La campagne de vaccination contre le papillomavirus débutera le 2 octobre auprès des élèves de classes de 5^e. Le démarrage en Nouvelle-Aquitaine est contrarié par un coup de frein des colléges privés



Isabelle Castéra
icastera@sudouest.fr

Pas moins de 644 colléges ont été identifiés en Nouvelle-Aquitaine, tous concernés. Un comité de pilotage a été mis en place en présence de l'Agence régionale de santé (ARS), du rectorat, du centre de pharmacovigilance, des Unions régionales des professionnels de santé, tous unis pour une seule et même cause : éradiquer les cancers liés aux papillomavirus en organisant une campagne de vaccination massive.

Tous les élèves de 5^e – environ 70 000 dans la région – sont invités à se faire vacciner au sein de centres itinérants dans leur établissement scolaire. Tous ? Pas vraiment. Dans la région, l'enseignement catholique, au compte-gouttes, vient d'annoncer son retrait de la campagne.



« Consigne nationale »

Le sang du directeur général de l'ARS, Benoît Elleboode, n'a fait qu'un tour lorsqu'il a découvert le retrait d'un, puis deux, puis trois colléges privés catholiques. Il avance même l'hypothèse d'« une consigne nationale, parce qu'au départ, nous avions bien compris qu'ils étaient également partants ».

Exemple avec le collége Saint-Genès de Talence, dont l'infirmière aimerait mieux « que la vaccination ne se déroule pas dans l'établissement » : « Nous ne sommes pas un centre de vaccination. Nous n'avons pas les moyens matériels, l'organisation me semble complexe. En revanche, nous transmettrons l'information aux adolescents et aux familles, et nous préférons qu'ils violent ça avec leur médecin traitant. »

Même attitude du principal du collége Albert-Le-Grand à Bordeaux, Xavier Ehtz : « Nous ne participons pas à cette campagne car nous estimons que ce n'est pas le rôle de l'école. Revenons à nos fondamentaux : la transmission des connaissances et des savoirs. On nous demande toujours plus, cette fois, c'est non, considérons ça comme un ras-le-bol. Éventuellement, nous informerons les familles. »

Pas obligatoire

Pour mémoire, et ce n'est pas anodin, les papillomavirus humains (HPV) sont des virus sexuellement transmissibles qui peuvent causer des verrues anogénitales peu graves mais gênantes et récidivantes, ainsi que 30 000 lésions précancéreuses du col de l'utérus chaque

Tous les élèves de 5^e – environ 70 000 dans la région – sont invités à se faire vacciner au sein de centres itinérants dans leur établissement scolaire. Objectif : éradiquer les cancers liés aux papillomavirus. ARCHIVES STEPHANE KLEIN / « SUD OUEST »

« Nous estimons que ce n'est pas le rôle de l'école. On nous demande toujours plus, cette fois, c'est non »

cancers sont causés tous les ans par les papillomavirus. Par ailleurs, 100 % des cancers du col de l'utérus sont dus aux infections liées aux HPV. Une étude publiée dans la revue scientifique « The Lancet » fait apparaître que 30 % des garçons sont porteurs du virus aujourd'hui.

Le retrait des établissements catholiques de la région a été confirmé en Gironde par la direction diocésaine de l'enseignement catholique, qui déclare : « Nous sommes d'accord pour diffuser l'information sur la campagne, mais pas pour l'organiser au sein de nos établissements. Ceci pour des raisons de contraintes organisationnelles. Chaque établissement est libre, dépendant, de prendre sa décision. »

Simone Mathoulin-Pélissier, professeur de santé publique à l'Institut Bergonié (centre régio-

nal de lutte contre le cancer), dirige l'Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement (Isped) à Bordeaux, partie prenante de la campagne de vaccination. Elle avoue être très surprise par ces retraits, compte tenu de l'enjeu en termes de santé publique. « Cependant, ils ont tout à fait le droit de refuser. Dans ses modalités, le décret concernant la vaccination contre les papillomavirus indique qu'elle concerne tous les jeunes en classe de 5^e, qu'elle est gratuite, non obligatoire dans tous les établissements scolaires publics, et dans les établissements scolaires privés volontaires. Faire entrer une équipe mobile de vaccination dans certains établissements privés semble poser des difficultés. »

Départements plus ouverts

Les familles ont déjà commencé à recevoir les informations concernant la campagne qui va débuter partout en France le 2 octobre. Les courriers sont partis par l'intermédiaire des applications scolaires et les parents sont déjà invités à déposer leur autorisation. Cette vaccination n'a aucun caractère obligatoire. Une expérimentation dans la région Grand-Est a déjà été menée pendant deux ans, elle a montré une bonne partici-

pation chez les jeunes scolarisés en classe de 5^e : le taux de vaccination est passé de 9 % à 27 % la première année et de 14 % à 31 % la seconde.

Sylvie Quelet, directrice de projet supervisant l'opération dans la région au sein de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, reconnaît l'aspect hétéroclite de l'adhésion des colléges : « Dans les Landes, l'enseignement catholique

« Les colléges privés ne participent pas à une campagne de santé publique qui vise ni plus ni moins à éradiquer un fléau ! »

a participé aux réunions de pilotage organisées par l'ARS départementale, mais a signalé ne pas souhaiter vacciner à l'intérieur de leurs établissements. Ils assisteront l'information aux familles. Dans les départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques notamment, le refus est systématique. En revanche, dans d'autres départements, en Charente et Charente-Maritime, en Corrèze, il n'y a pas d'opposition... »

« Cancers évitables »

Dernière son bureau au CHU de Bordeaux, le professeur Mathieu Mollinard, chercheur pharmacologique et pneumologue, ne décolère pas. Ce retrait de l'enseignement catholique constitue selon lui une « perte de chance pour les enfants ». « Ça me fait bondir, rugit-il. Il en va de la santé des enfants. Pour des raisons idéologiques cachées derrière un paravent, les colléges privés ne participent pas à une campagne de santé publique qui vise ni plus ni moins à éradiquer un fléau ! Cette opération proactive, cet "aller vers" va permettre qu'une génération d'enfants soit protégée. L'Australie, qui a anticipé et vacciné depuis plusieurs années, est en passe d'éradication de ce virus. »

L'efficacité de la vaccination est proche de 100 %, alors même que le vaccin ne répond pas forcément aux 200 types existants de papillomavirus mais seulement aux plus oncogènes. « Un tiers des hommes sont porteurs de ce virus et peuvent développer des lésions cancéreuses, et potentiellement induire des cancers du col de l'utérus chez leurs compagnes. Or, aujourd'hui, ces cancers sont évitables », insiste le professeur Mollinard.